

---

Là encore, notre dossier n'est guère reluisant. Des pays continuent d'être dressés les uns contre les autres, chaque partie au conflit prétendant évidemment être dans son droit. "Il peut y avoir de valeureux guerriers, mais il n'y a pas de bonnes guerres." La communauté internationale nous a confié la tâche de freiner cette destruction systématique du plus fondamental de tous les droits de la personne: le droit à la vie. Pourtant, le conflit armé demeure une réalité déplorable des relations internationales.

D'autres menaces continuent de peser sur notre sécurité. Il en est ainsi de la course aux armements avec les coûts et les dangers qu'elle comporte. La propagation de la technologie nucléaire, en dépit des avantages qu'elle recèle, ne s'est pas accompagnée d'un engagement à renoncer au développement d'une capacité nucléaire explosive. Nous savons que, même aujourd'hui, certains États s'affairent à acquérir un haut niveau de compétence dans ce domaine, non pas pour mettre l'énergie au service du bien-être de la population, mais pour pouvoir déclencher une explosion qui fera frémir les coeurs des pacifistes partout dans le monde. Ces derniers sont certes en droit de s'attendre à mieux de notre part.

Il y a aussi, heureusement, des raisons d'espérer. La première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement a été une réussite. Pour ceux qui, comme moi, estiment que les arsenaux modernes sont autant une menace à la sécurité des nations que des instruments de protection, cette réunion a été une source d'encouragement. Pourtant, les événements survenus depuis suffiraient à refroidir cet enthousiasme. Ainsi, rivalité et méfiance entravent le nouveau mécanisme de négociations à Genève; les essais nucléaires se poursuivent, en dépit de la haute priorité que la session extraordinaire a accordée à leur interdiction. D'autre part, les préparatifs en vue d'une guerre chimique vont bon train, aucun accord n'a été conclu sur des mesures visant à limiter l'utilisation des armes qui causent des souffrances inutiles et enfin, les budgets militaires ne cessent de croître.

Néanmoins, on peut se réjouir que la communauté internationale reste consciente de l'urgence du problème. Ainsi, dans le communiqué signé à Vienne en juin dernier par les présidents Carter et Brejnev, les deux leaders s'engagent au nom de leurs gouvernements à prendre d'importantes mesures pour limiter et, un jour, éliminer les arsenaux nucléaires et mener à bonne fin d'autres négociations sur la limitation des armements et le désarmement.

...Le Canada a particulièrement intérêt à respecter cet engagement, étant le seul pays qui a pour voisins les États-Unis et l'URSS. Nous ne pourrions en effet échapper à la dévastation d'une guerre nucléaire stratégique et c'est pourquoi nous sommes tout particulièrement préoccupés par cette question.

Notre vif intérêt repose toutefois sur un deuxième motif. Le Canada a fait oeuvre de pionnier dans le développement de la technologie nucléaire à des fins pacifiques. Notre réacteur nucléaire CANDU remporte un succès remarquable tant au Canada qu'à l'étranger, mais nous sommes fermement résolus à ce que cette technologie ne soit pas utilisée à mauvais escient. Nous exigeons des pays qui se portent acquéreurs d'installations ou de matières nucléaires canadiennes qu'ils fournissent des garanties

---